



UNION INTERFÉDÉRALE DES AGENTS DE LA FONCTION PUBLIQUE FORCE OUVRIÈRE

46, rue des Petites Écuries – 75010 PARIS

TEL. 01.44.83.65.55 –

E-mail : contact@fo-fonctionnaires.fr

Madame Marylise LEBRANCHU
Ministre de la Réforme de l'Etat,
De la Décentralisation, et de la
Fonction publique
80 rue de Lille
75007 PARIS

PARIS, le 18 juin 2012

Madame la Ministre,

Les 9 et 10 juillet prochains se tiendront différentes rencontres à Matignon.

Une des thématiques abordées sera « *L'Etat, les puissances publiques, les collectivités et le service public* ».

L'UIAFP-FO (Union Interfédérale des Agents de la Fonction Publique - Force Ouvrière) se félicite que le gouvernement engage une réflexion sur le rôle, la place et l'avenir du service public républicain, il s'agit là d'un enjeu de société.

Parallèlement à ce débat, les personnels expriment de fortes attentes nécessitant également une prise en compte rapide de votre ministère.

C'est pourquoi, en amont des rencontres de juillet, l'Union Interfédérale des Agents de la Fonction Publique Force Ouvrière (l'UIAFP-FO), compétente sur les 3 versants de la fonction publique sollicite une audience auprès de vous pour présenter ses principales revendications. Celles-ci portent notamment sur :

- L'augmentation du pouvoir d'achat et des rémunérations
- La revalorisation des grilles indiciaires et des déroulements de carrière,
- Les emplois publics,
- La retraite des fonctionnaires,
- La défense du statut général,
- Les droits et moyens syndicaux...

Parmi ces différents sujets, nous attirons votre attention sur un thème particulier, le jour de carence imposé par l'article 105 de la loi de finance de la sécurité sociale 2012. L'UIAFP-FO en demande l'abrogation et a lancé une campagne de pétition. Nous vous remettons, à cette occasion, les signatures que nous avons recueillies.

Compte tenu de l'ampleur des sujets à traiter et pour certains d'entre eux de l'urgence des réponses attendues, nous souhaitons que cette audience puisse intervenir dans les meilleurs délais (à savoir avant la conférence sociale).

Assurés que vous saurez entendre cette demande, nous vous prions de croire, Madame la Ministre, à l'assurance de notre haute considération.



Christian GROLIER,
Secrétaire Général